

**RAPPORT N° 2022/4-17
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

OBJET

**SENTIER LITTORAL NORD – PARCELLE CADASTREE BD1 –RAVINE A BARDEAUX, COMMUNE DE SAINTE-MARIE –
RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC L'ASSOCIATION AROUL MIGOU
SENDIL MOUROUGEN KOVIL TIROUCHENDOUR**

ORIENTATION N° 2 : FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL
AXE 1 : FAVORISER UN AMÉNAGEMENT CIRCULAIRE

Engagement 3 : Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité

La CINOR est propriétaire de la parcelle cadastrée BD 1 d'une superficie de 5.5 ha acquise sur CBO Territoria en 2006 pour la réalisation du sentier littoral.

Une partie de cette parcelle est occupée par des installations à vocation cultuelle gérées par une association tamoule dénommée ci-dessus. Le relevé topographique réalisé par la CINOR en 2008 a mis en exergue un empiètement d'environ 9 600m² de la parcelle par des constructions diverses à vocation cultuelle.

Le Conseil Communautaire du 29 novembre 2007 a approuvé la signature d'une convention d'occupation d'une durée d'un an renouvelable. La dernière convention approuvée par le Bureau communautaire du 23 septembre 2021 expire le 8 novembre 2022.

Cette convention permet de se prémunir de toute responsabilité juridique et administrative et d'éviter toute nouvelle extension de la zone occupée.

Cette mise à disposition est effectuée à titre gracieux en contrepartie de l'entretien et le nettoyage du site occupé par l'Association.

L'Association a respecté les termes de la précédente convention à savoir :

- Entretien et nettoyage des lieux
- Souscription aux polices d'assurance
- Respect des limites géographiques imposées dans la convention, même si des structures modulables (en bois et tôles) ont été édifiées pour les périodes de fêtes religieuses.

Cette convention n'emporte pas régularisation des constructions existantes édifiées sans permis de construire, ni quelques responsabilités que ce soit de la CINOR vis-à-vis de ces constructions.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Décider de la reconduction de la convention d'occupation précaire jointe en annexe à titre gracieux et d'une durée d'un an renouvelable
- M'autoriser à signer cette convention d'occupation précaire sur 9 600 m² de la parcelle cadastrée BD 1 à titre gracieux au profit de l'association tamoule dénommée ci-dessus pour une durée d'un an renouvelable par décision expresse
- M'autoriser à signer l'ensemble des documents y afférant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-17-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N°2022/4-17
du bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

**SENTIER LITTORAL NORD – PARCELLE CADASTREE BD1 – RAVINE A BARDEAUX, COMMUNE DE SAINTE-MARIE –
RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC L'ASSOCIATION AROUL MIGOU
SENDIL MOURUGEN KOVIL TIROUCHENDOUR**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-17 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-17-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

De décider de reconduire la convention d'occupation précaire ci-après annexée à titre gracieux et d'une durée d'un an renouvelable

ARTICLE 2

D'autoriser le président à signer cette convention d'occupation précaire sur 9 600m² de la parcelle cadastrée BD1 à titre gracieux au profit de l'association tamoule dénommée ci-dessus et pour une durée d'un an renouvelable.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-17-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--